

L'Adresse—M. Marchand (Langelier)

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur le président, je dis simplement que . . .

[Traduction]

M. Peters: Comme tous les autres grands ministres du Cabinet.

Des voix: Taisez-vous.

[Français]

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable ministre a la parole.

L'hon. M. Marchand: J'essaie simplement d'expliquer, monsieur le président, pourquoi nous avons été sensibles à cette question-là.

De toute façon, monsieur le président, je pense avoir assez investi dans la politique canadienne—et c'est assez difficile, au Québec, de faire ce que nous faisons—que je n'accepte pas qu'un discours de cette nature-là, qui porte atteinte à la réputation de certaines personnes, soit simplement interrompu par quelqu'un à qui cela déplaît. Cela nous déplaît à nous aussi, monsieur le président, de faire ce travail et d'aller nous battre tous les jours. Et ce n'est pas parce que le député de Saint-Hyacinthe fait une déclaration absolument non fondée qu'on va se taire et qu'on va dire: Voici un Canadien français qui s'y connaît, mais qui vient simplement confirmer dans leurs préjugés les gens qui, de l'autre côté de la Chambre, n'ont jamais rien compris à ce problème-là. J'aimerais mieux qu'il s'agisse d'un autre que lui. De toute façon, il a décidé de jouer ce rôle-là, qu'il essaie, mais il subira peut-être le sort de ceux qui l'ont précédé, dans un parti où il n'y a jamais eu un Canadien français à la tête.

Si l'honorable député de Saint-Hyacinthe est venu ici simplement pour essayer de détruire ceux qui se sont battus pour le fédéralisme dans le Québec, je pense qu'il peut retourner sur le banc une troisième fois.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Vous croyez-vous le sauveur du pays?

L'hon. M. Marchand: Ah non! Hier on trouvait cela drôle quand on attaquait le très honorable premier ministre; maintenant, ce n'est plus drôle! Eh bien, voici un petit «bout de discours» pas drôle du tout!

Monsieur le président, le député de Saint-Hyacinthe a attaqué hier le très honorable premier ministre; il a même «remonté» jusqu'à *Cité Libre*. Il est allé loin pour démontrer comment le premier ministre avait changé. C'est terrible! Cela me semble être vrai. D'ailleurs, voilà quatre ou cinq fois que ces extraits sont cités à la Chambre. Ils ont été distribués dans toutes les réunions politiques. Tout le monde sait cela. Lui, il ne le savait pas, et il a fait sa citation.

De toute façon, essayons de voir quelle est la continuité intellectuelle ou idéologique du député de Saint-Hyacinthe. Son histoire est une belle histoire, celle d'un homme intègre, il n'y a aucun doute, qui était sur le banc. Le premier ministre Jean Lesage est allé le chercher sur le banc pour le nommer ministre au sein du cabinet libéral. Il s'est présenté au congrès libéral, il a été défait par M. Robert Bourassa. Il n'a pas aimé cela, et il a quitté le parti. Il a été nommé juge par les «bleus», par M. Jean-Jacques Bertrand. Et après cela, des partis politiques ont tenu un congrès. Je ne sais pas si ce sont les créditistes ou d'autres qui ont tenu leur congrès en premier, mais le nom du député de Saint-Hyacinthe a alors paru dans les journaux

[M. Peters.]

pendant au moins un mois. «Y va-t-y aller, y ira-t-y pas?» Il ne disait rien. Il lui aurait été facile, de le dire; il n'avait qu'à faire une déclaration et, le lendemain, tout était fini. Il était question d'un leadership et il était intéressé à cela. Parce que, sur la première rangée, il est effarant de voir tout le monde intéressé au leadership.

Quand il s'est agi du congrès de l'Union nationale, de celui des créditistes, son nom a paru un mois dans les journaux. On pouvait lire: «Le futur chef des . . .» il a fini par dire non. Et ensuite, tout cela a recommencé lorsqu'il s'est agi des élections fédérales. Et alors, les journalistes téléphonaient pour lui demander: Est-ce vrai que cette fois-ci vous vous en allez à Ottawa? Pas un mot. Et quand on a déclenché les élections, il a décidé qu'il fallait sauver la nation, que les problèmes étaient trop graves.

Et si l'on avait attendu un an, il aurait attendu un an sur le banc, et ce n'est pas si grave que cela. Si les problèmes étaient si graves que cela, il avait l'occasion de demeurer en politique et de se battre. Il est allé se réfugier sur le banc. C'est son affaire, mais qu'il ne vienne pas critiquer ceux qui ont changé d'idée, car il est le plus beau modèle de gars qui n'a jamais su exactement ce qu'il voulait dans la vie, excepté être chef de quelque chose!

Monsieur le président, que l'opposition ne s'en fasse pas: quel que soit notre statut à la Chambre, on n'avalera pas toutes les sottises qui peuvent se dire et toutes les injustices qui peuvent se faire. Nos adversaires vont recevoir une réponse du tac au tac, et quand nous ne serons plus capables de le faire, nous irons ailleurs; cela voudra dire que nous n'aurons plus notre place ici.

Et d'ailleurs, monsieur le président, si j'étais membre du parti conservateur progressiste, je me poserais de sérieuses questions. Comment se fait-il que, dans la province de Québec, le parti conservateur progressiste fait moins bien qu'un parti tout jeune, qui n'a à peu près pas d'argent, le Parti Crédit Social du Canada, et qui obtient à peu près trois fois plus de voix? Comment cela se fait-il? Comment se fait-il qu'il n'y ait pas plus de présence progressiste conservatrice que cela? Lorsque l'honorable Léon Balcer a quitté le parti, il a dit: «Il n'y a pas de place pour les Canadiens français dans ce parti-là.» Ils se souviendront de cela. Ils se souviendront aussi de M. Maurice Allard, qui a dit qu'il n'y a pas de place pour les Canadiens français. Ils se souviendront de ce que le député de Joliette (M. La Salle) a dit lorsqu'il a quitté ce parti. Il me l'a dit à moi en tout cas, et j'espère qu'il le dira: qu'il n'y avait pas de place pour les Canadiens français dans ce parti-là. Cela ne me fait pas plaisir, monsieur le président. Je n'aime pas entendre cela, et j'aimerais qu'il y ait autant de place dans le parti conservateur progressiste que dans tous les autres partis pour les Canadiens français.

Cependant, je voudrais commenter la grande phrase vide du député de Saint-Hyacinthe: «Tous les partis sont canadiens». Ils sont canadiens, mais de quelle manière? Qui est-ce qui va appuyer de l'autre côté de la Chambre, d'une façon sérieuse, par exemple, notre politique sur le bilinguisme? Cela ne veut pas dire qu'il faut accepter toute la réglementation là-dessus. Je sais que certains disent qu'il existe des injustices. Je suis d'accord, mais on est les premiers à les corriger. Je sais personnellement, comme ancien syndicaliste, qu'il existe des anglophones que je défendrais à mort s'ils étaient frappés injustement par certains de nos programmes. Cependant, je sais que, depuis que je suis ici à Ottawa, et même avant, toutes les obstructions aux mesures visant à rendre ce pays un peu plus vivable pour les francophones provenaient de l'autre côté de la Chambre. Je ne dis pas cela de tout le monde, je